



Déclassifié¹

AS/Soc/PHSD (2021) PV 01add

10 février 2021

Asocphsdpv01add_2021

**Commission des questions sociales,
de la santé et du développement durable**

***Sous-commission de la santé publique
et du développement durable***

Procès-verbal

**Table ronde sur « La démocratie représentative contre la crise
climatique », tenue par vidéoconférence le lundi 18 janvier 2021**

Dans le cadre de la 9^{ème} édition du Forum mondial de la démocratie, la Sous-commission de la santé publique et du développement durable de l'APCE et la Commission des questions d'actualité du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux ont organisé une table ronde sur le rôle de la démocratie délibérative dans le combat contre la crise climatique. Cet événement a réuni des représentants élus locaux, régionaux et nationaux de partout en Europe et de divers groupes politiques. Des allocutions d'ouverture étaient prononcées par :

- ✓ Mme Jennifer De Temmerman, Présidente de la sous-commission (France)
- ✓ Mme Gunn Marit Helgesen, Vice-Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (Norvège)
- ✓ M. Andreas Nick, Vice-Président de l'APCE (Allemagne)

Mme De Temmerman présente succinctement les thèmes qui seront examinés. Avec la crise climatique, la société fait face à des défis socio-économiques, sanitaires et environnementaux sans précédent. L'incapacité d'assurer la justice environnementale entraînera des conflits et des troubles sociaux. Pour garantir le droit à un environnement sain et ne laisser personne de côté, les attitudes et les comportements doivent changer. La situation est critique et l'inaction aura des conséquences désastreuses pour tous. Les élus à tous les niveaux et toutes tendances politiques confondues sont prêts à relever ce défi et à agir sans relâche pour surmonter la crise climatique. Ils doivent veiller à ce que les institutions publiques et le secteur privé fonctionnent convenablement pour régler les questions environnementales avec efficacité et conformément aux principes relatifs aux droits de l'homme, à la démocratie et à l'État de droit.

Mme Helgesen souligne que les mesures décidées aux niveaux national et international pour lutter contre le changement climatique ne peuvent porter leurs fruits que si les élus locaux et régionaux y contribuent de manière décisive. Il est important de garantir la subsidiarité et la proportionnalité de toutes les mesures prises. Les élus devraient en outre informer la population locale et dialoguer avec elle.

M. Nick précise que pour juguler la crise climatique, les élus doivent prendre des mesures reposant sur une approche globale. Il appelle à la création d'une base juridique solide pour la protection du droit à un environnement sain, propre, sûr et durable pour tous, moyennant un protocole additionnel à la Convention européenne des droits de l'homme. Les gouvernements et les parlements des États membres devraient en outre développer des politiques et une législation « vertes » et renforcer la responsabilité en cas d'actes nuisibles à l'environnement. Une réponse à la crise climatique doit être apportée à tous les niveaux de gouvernance : international, européen, national, régional et local.

¹Le procès-verbal a été approuvé et déclassifié par la Sous-commission de la santé publique et du développement durable lors de sa réunion du 9 février 2021, tenue par vidéoconférence.

Séance 1 : Élu.e.s pour sauver la planète : le rôle et la responsabilité des élus dans la lutte contre le changement climatique

Modératrice : Mme Edite Estrela, Rapporteuse de l'APCE sur « Crise climatique et État de droit » (Portugal)

- ✓ Mme Jennifer De Temmerman, Présidente de la Sous-commission de la santé publique et du développement durable et Rapporteuse de l'APCE sur « Inaction face au changement climatique – une violation des droits de l'enfant » (France)
- ✓ Mme Gunn Marit Helgesen, Vice-Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Vice-Présidente de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), Co-Présidente du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Première Vice-Présidente de l'Association norvégienne des autorités locales et régionales (Norvège)
- ✓ M. George Papandreou, Rapporteur de l'APCE sur « Une démocratie plus participative pour faire face au changement climatique » (Grèce)
- ✓ M. Magnus Berntsson, Président de l'Assemblée des Régions d'Europe, Vice-Président du Conseil Régional et Ministre Régional de l'environnement de Västra Götaland (Suède)

Mme Estrela ouvre la première séance. Le pire scénario demeure plausible et le rôle des élus dans la lutte contre la crise climatique est essentiel. Cette décennie sera décisive. La crise doit être considérée comme l'occasion pour le Conseil de l'Europe d'accompagner un changement de mentalité, comme il le fait depuis plus de 70 ans, en remettant en cause de nombreux comportements.

Mme De Temmerman reconnaît que les élus ont la responsabilité de mettre un terme aux dommages continus causés à l'environnement. Ils doivent participer aux efforts déployés par les pouvoirs publics pour lutter contre le changement climatique et contribuer à la sensibilisation générale. Les jeunes sont aussi de plus en plus conscients et engagés dans la lutte contre le changement climatique. Pour atténuer ce changement, les élus doivent se pencher sur la situation économique, la proportionnalité des mesures proposées et la nécessité d'un débat public.

Pour **Mme Helgesen**, le dialogue public doit se tenir aux niveaux international et national pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD), partager les expériences acquises dans la lutte contre le changement climatique et renforcer la sensibilisation à la crise climatique à l'échelle mondiale.

M. Papandreou insiste sur l'importance fondamentale des mécanismes et des institutions démocratiques dans l'efficacité de la lutte contre le changement climatique. Il décrit les différents mécanismes visant à associer la population à l'action des pouvoirs publics en France, en Irlande et au Royaume-Uni. L'amélioration de la qualité des informations relatives à la crise climatique pourrait aider à avoir raison de la polarisation dans la société. La lutte contre le changement climatique est un processus continu et les gouvernements devraient davantage s'inspirer de la sagesse collective.

M. Berntsson met en avant le rôle des élus dans la réalisation des ODD, notamment en luttant contre la désinformation et en assurant un suivi adéquat des actions aux différents niveaux de gouvernance.

La Campagne sur « la démocratie délibérative pour le climat » du Forum mondial de la démocratie

Mme Mary Ann Hennessey, Cheffe de la Division pour l'Innovation Démocratique du Conseil de l'Europe, présente la Campagne sur « la démocratie délibérative pour le climat » du Forum mondial de la démocratie.

Séance II : Transformer les paroles en actes : défis et occasions de relier l'action mondiale, régionale, nationale et locale

Modérateur : M. Vladimir Prebilic, Porte-parole thématique du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux sur le changement climatique et l'environnement (Slovénie)

- ✓ M. Simon Moutquin, Rapporteur de l'APCE sur « Ancrer le droit à un environnement sain : la nécessité d'une action renforcée du Conseil de l'Europe » (Belgique)
- ✓ M. José Manuel Fernandes, Membre du Parlement européen et vice-président de l'Intergroupe « Green New Deal » (Portugal)
- ✓ Mme Belinda Gottardi, membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Porte-parole de la CCRE sur le climat, Administratrice – Conventions des Maires pour le climat et l'énergie – Europe (Italie)

- ✓ M. Mohamed Boudra, Président de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), Maire de Al Hoceima, Président de l'Association marocaine des conseils communaux (AMPCC), Vice-Président de la délégation marocaine au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (Maroc)
- ✓ Mme Sibel Arslan, Rapporteuse générale de l'APCE sur les autorités locales et régionales (Suisse)

M. Prebilič ouvre la deuxième séance en donnant des exemples de mesures concrètes que les élus peuvent prendre pour s'attaquer au changement climatique. Il est essentiel de relier les mesures prises aux différents niveaux de gouvernance et de coordonner les politiques et les mesures mondiales avec l'action locale. Le niveau infranational est essentiel à la bonne application des politiques mondiales et doit participer à leur adaptation.

M. Moutquin souligne l'importance d'inscrire rapidement la cause environnementale dans un cadre juridique. À cette fin, il appelle dans son rapport à une action plus déterminée. La crise de la covid-19 a malheureusement ralenti la lutte contre l'urgence climatique. L'accélération du réchauffement de la planète pourrait compromettre encore plus la biodiversité et libérer de nouveaux virus dangereux. Compte tenu de la complexité des questions environnementales, un large débat public s'impose pour définir les meilleurs moyens d'action.

M. Fernandes décrit les travaux du Parlement européen sur l'adoption du cadre financier pluriannuel et du plan de relance. Les collectivités locales et régionales peuvent et doivent influencer les décisions de l'UE. Le Pacte vert pour l'Europe, qui s'appuie sur la Stratégie Europe 2020, prévoit que 30 % des fonds seront alloués à l'urgence climatique et garantit qu'aucune décision ne sera appliquée au détriment de l'environnement. La crise climatique ne renvoie pas à un territoire, mais est une préoccupation mondiale, ce qui exige davantage d'accords de partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour ne laisser personne en dehors de l'équation. Une approche horizontale partagée par tous les partis politiques doit imprégner les programmes et les activités de l'UE. L'intergroupe parlementaire cherche à dégager un consensus général entre les partis politiques et à développer l'adhésion à des politiques durables.

Mme Gottardi explique comment la Convention des maires aide les élus locaux à faire face aux défis mondiaux en matière d'environnement tout en associant activement les citoyens. Cette convention prévoit une gouvernance commune et offre à ses membres un cadre solide et souple pour le développement, la coopération et l'innovation, des possibilités de financement et la possibilité de rapprocher différents niveaux de gouvernance, notamment en ce qui concerne les objectifs liés à l'accord de Paris. En raison de leur proximité avec les citoyens et de leur collaboration étroite avec des acteurs privés, les élus locaux sont en première ligne pour atténuer les conséquences locales du changement climatique.

M. Boudra considère qu'il est vital au regard des ODD d'agir contre l'urgence climatique. Les changements climatiques amplifient les pénuries d'eau et ont des effets négatifs sur la souveraineté alimentaire de territoires africains. Les États doivent renforcer leur coopération en matière de développement économique et de questions sanitaires. Le Maroc a été le premier à développer les énergies renouvelables sur le continent africain en construisant des parcs éoliens et en ouvrant une Maison méditerranéenne du climat à Tanger. Il a aussi adopté une législation visant à empêcher toute construction à moins de 100 m du littoral et a pris des mesures pour garantir un assainissement biologique aux fins de l'élimination des déchets.

Mme Arslan évoque le fonctionnement de l'État fédéral suisse, aux différents niveaux de gouvernance, dans l'application de l'accord de Paris. À cette fin, un article de la Constitution fédérale, qui mentionne l'environnement, et la nouvelle loi sur la réduction des émissions de CO₂ sont des jalons importants. L'aide extérieure de la Suisse aux pays en développement vise à mieux équiper les pays pauvres et à leur donner les moyens de protéger l'environnement. De nombreuses initiatives au niveau cantonal, comme la commission spécifique chargée des questions climatiques et de la protection du climat établie par le canton de Bâle-Ville, soutiennent l'action au niveau local. L'APCE joue un rôle précieux en apportant aux collectivités locales et aux femmes son soutien dans leur action contre le changement climatique.

Conclusions

En réponse aux débats et aux questions sur les réseaux sociaux, **Mme De Temmerman** insiste sur la responsabilité des élus dans la mise en place d'une résilience aux changements climatiques ; ces élus sont « dans le même bateau » que les jeunes et ont, comme eux, le sentiment qu'il est urgent de prendre les bonnes décisions. La pandémie en cours doit nous faire réfléchir à la relation que nous entretenons avec l'environnement. Mme De Temmerman remercie ensuite tous les intervenants de leur participation ainsi que les agents et les interprètes qui ont assuré le bon fonctionnement de la réunion.

Sub-Committee on Public Health and Sustainable Development
Sous-commission de la santé publique et du développement durable**List of participants / Liste des participant.e.s**

(28 seats / 28 sièges) 18.01.2021

Chairperson / *Président* : Mme Jennifer DE TEMMERMAN, FranceVice-Chairperson / *Vice-Présidente* : ZZ ...

Members / Membres				Alternates / Remplaçant(e)s	
1.	Mr	Ruben RUBINYAN	Armenia / <i>Arménie</i>		ZZ...
2.	Ms	Nigar ARPADARAI	Azerbaijan / <i>Azerbaïdjan</i>	Ms	Konul NURULLAYEVA
3.	M.	Simon MOUTQUIN	Belgium / <i>Belgique</i>	Ms	Els van HOOFF
4.	Ms	Ivelina VASSILEVA	Bulgaria / <i>Bulgarie</i>		ZZ...
5.	Ms	Zdravka BUŠIĆ	Croatia / <i>Croatie</i>		ZZ...
6.	Ms	Alena GAJDUŠKOVÁ	Czech Republic / <i>République Tchèque</i>		ZZ...
7.	Ms	Minna REIJONEN	Finland/ <i>Finlande</i>		ZZ...
8.	Mme	Jennifer DE TEMMERMAN	France	Mme	Martine WONNER
9.	Mr	Matern VON MARSCHALL	Germany / <i>Allemagne</i>	Ms	Sybilie BENNING
10.	Mr	Sokratis FAMELLOS	Greece / <i>Grèce</i>	Ms	Foteini PIPILI
11.	Mr	Joseph O'REILLY	Ireland / <i>Irlande</i>		ZZ...
12.	Mr	Fabio DI MICCO	Italy / <i>Italie</i>		ZZ...
13.	Mr	Nikola POPOSKI	North Macedonia / <i>Macédoine du Nord</i>		ZZ...
14.	Mr	Andrzej SZEJNA	Poland / <i>Pologne</i>		ZZ...
15.	Mr	Bolesław PIĘCHA	Poland / <i>Pologne</i>	Mr	Tomasz LATOS
16.	Mme	Edite ESTRELA	Portugal		ZZ...
17.	M.	Cezar Florin PREDA	Romania / <i>Roumanie</i>	Mr	Valeriu Andrei STERIU
18.	Mr	Sergey KALASHNIKOV	Russian Federation / <i>Fédération de Russie</i>		ZZ...
19.	Ms	Carmen LEYTE	Spain / <i>Espagne</i>		ZZ...
20.	Mr	Ola MÖLLER	Sweden / <i>Suède</i>	Ms	Annicka ENGBLOM
21.	Mme	Sibel ARSLAN	Switzerland / <i>Suisse</i>	Mme	Ada MARRA
22.	Mr	Halil ÖZŞAVLI	Turkey / <i>Turquie</i>	Ms	Selin SAYEK BÖKE
23.	Ms	Olena KHOMENKO	Ukraine		ZZ...
24.	Mr	Oleksandr SKICHKO	Ukraine		ZZ...
25.	Mr	Geraint DAVIES	United Kingdom / <i>Royaume-Uni</i>		ZZ...
26.					
27.					
28.					

ex officio : Mr Luís LEITE RAMOS (Chairperson, Portugal, *Président, Portugal*)

OTHER PARLIAMENTARIANS / AUTRES PARLEMENTAIRES

Mr / M. Andreas Nick, Vice-Chairperson of PACE / *vice-président de l'APCE* Germany / *Allemagne*
 Mr / M. George Papandreou..... Greece / *Grèce*
 Ms / Mme Carmen Leyte..... Spain / *Espagne*
 Ms / Mme Larysa Bilozir..... Ukraine

PARTNERS FOR DEMOCRACY / PARTENAIRES POUR LA DEMOCRATIE

Mr / M. Allal Amraoui.....Morocco / *Maroc*

Delegation or Political Group Secretaries / Secrétaires de délégation ou de groupe politique

Ms / Mme Martina Petek-Stupar, Delegation Secretary, Croatian delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, Délégation croate auprès de l'APCE*
 Ms / Mme Elena Persiani, International Relations Officer, Cypriot delegation to PACE / *Responsable relations internationales, Délégation chypriote auprès de l'APCE*
 Ms / Mme Claire Moisset, Deputy Administrator, French delegation to PACE / *Administratrice adjointe, délégation française auprès de l'APCE*
 Mr / M. Michael Hilger, Permanent Secretariat, German delegation to PACE / *Secrétariat permanent, délégation allemande auprès de l'APCE*
 Ms / Mme Arda Ozansoy, Delegation Secretary, Turkish delegation to PACE / *Secrétaire de délégation, délégation turque auprès de l'APCE*
 Ms / Mme Natalia Odzimkowska, Secretary of the European People's Party Group (EPP / CD) / *Secrétaire du Groupe du Parti populaire européen (PPE/ DC)*
 Ms / Mme Denise O'Hara, Secretary of the European People's Party Group (EPP / CD) / *Secrétaire du Groupe du Parti populaire européen (PPE/ DC)*

EXPERTS / EXPERT(E)S

Ms / Mme Gunn Marit Helgesen, Vice-President of the Congress of Local and Regional Authorities, Vice-President of the Conference of Peripheral Maritime Regions (CRPM), Co-President of the Council of European Municipalities and Regions (CEMR), First Vice-President of the Norwegian Association of Local and Regional Authorities (Norway, EPP/CCE) / *Vice-Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Vice-Présidente de la Conférence des Régions Périphériques Maritimes (CRPM), Co-Présidente du Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE), Première Vice-Présidente de l'Association norvégienne des autorités locales et régionales (Norvège, PPE/CCE)*
 Mr / M. Magnus Berntsson, President of the Assembly of European Regions, Vice-president of the Regional Council and Regional Minister for the Environment of the Västra Götaland Region (Sweden, EPP/CCE) / *Président de l'Assemblée des Régions d'Europe, Vice-Président du Conseil Régional et Ministre Régional de l'environnement de Västra Götaland (Suède, PPE/CCE)*
 Mr / M. Vladimir Prebilic, Spokesperson of the Congress of Local and Regional Authorities on Climate Change and Environment (Slovenia, SOC/G/PD) / *Porte-parole thématique du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux sur le changement climatique et l'environnement (Slovénie, SOC/V/DP)*
 Mr / M. José Manuel Fernandes, member of the European Parliament and Vice-Chair of the Intergroup "Green New Deal" (Portugal, EPP) / *Membre du Parlement européen et vice-président de l'Intergroupe « Green New Deal » (Portugal, PPE)*
 Ms / Mme Belinda Gottardi, member of the Congress of Local and Regional Authorities, CEMR Spokesperson on Climate, Administrator – Covenant of Mayors for Climate & Energy – Europe (Italy, SOC/G/PD) / *membre du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, Porte-parole de la CCRE sur le climat, Administratrice – Conventions des Maires pour le climat et l'énergie – Europe (Italie, SOC/V/DP)*

Mr / M. Mohamed Boudra, President of Local and City Governments United (CGLU), Mayor of Al Hoceima, President of the Moroccan Association of Local Council Presidents (AMPCC), Deputy Head of the Moroccan Delegation to the Congress of Local and Regional Authorities (Morocco, NR) / *Président de Cités et gouvernements locaux unis (CGLU), Maire de Al Hoceima, Président de l'Association marocaine des conseils communaux (AMPCC), Vice-Président de la délégation marocaine au Congrès des pouvoirs locaux et régionaux (Maroc, NR)*

COUNCIL OF EUROPE STAFF / SECRETARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

Ms / Mme Mary Ann Hennessey, Head of the Division for Democratic Innovation of the Council of Europe / *Cheffe de la Division pour l'Innovation Démocratique du Conseil de l'Europe*

**SECRETARIAT OF THE PARLIAMENTARY ASSEMBLY /
SECRETARIAT DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE**

Committee on Social Affairs, Health and Sustainable Development /
Commission des questions sociales, de la santé et du développement durable

Ms / Mme Tanja Kleinsorge..... Head of the Secretariat / *Cheffe du Secrétariat*
Ms / Mme Yulia Pererva..... Secretary to the Committee / *Secrétaire de la commission*
Mr / M. Guillaume Parent Co-Secretary/ *Co-Secrétaire*
Ms / Mme Bogdana Buzarnescu Principal Assistant / *Assistante Principale*
Ms / Mme Melissa Charbonnel Assistant / *Assistante*
Mr / M. Benny Borghei Trainee / *Stagiaire*
Ms / Mme Zuzanna Zapotoczna Trainee / *Stagiaire*